

Congo : l'incertitude plane toujours

Après le report de l'annonce des résultats des élections, certains évoquent des tractations en coulisses entre les trois principaux candidats.

La proclamation des résultats des élections présidentielle, législatives et provinciales a encore été reportée au Congo. « *Nous demandons à l'opinion nationale de garder patience* », a prévenu le président de la Commission électorale nationale indépendante (Céni), Corneille Nangaa. « *Ce que nous gérons, c'est sensible* », a-t-il ajouté.

La cause officielle des retards est le lent et les aléas du comptage manuel des bulletins de vote réalisés dans les centres locaux de compilation de résultats. Des retards qui créent l'incertitude. Après Martin Fayulu, à la tête de la coalition Lamuka et Félix Tshisekedi, à la tête de la Coalition pour le changement, c'est désormais au tour de Emmanuel Shadary Ramazani, le

candidat du « clan » Kabila, d'également revendiquer avoir gagné.

Même si le président de la Céni n'a évoqué officiellement aucune date, c'est désormais la date de dimanche prochain qui circule. Malgré les craintes de débordements et de violence, notamment affichées par les Etats-Unis, la population congolaise attend pour le moment avec calme et sérénité que son verdict soit publié et que soit communiqué le nom du futur président de la RDC.

Certains estiment que le report de l'annonce des résultats n'est pas seulement lié à des raisons techniques. Des observateurs parlent notamment de tractations en coulisses entre les trois candidats susmentionnés... ■

RENCONTRE

Félix Tshisekedi : « Pas de chasse aux sorcières »

En pleine période d'incertitude, Félix Tshisekedi a accepté de répondre aux questions du *Soir*. Le candidat comprend les retards dans l'annonce des résultats. « *Ne faisant pas confiance au comptage électronique, nous, dans l'opposition, nous avons exigé un comptage manuel. Or, ce dernier prend évidemment plus de temps. Il nous faut l'accepter...* », explique le leader de l'UDPS. Le fils d'Etienne écarte les perspectives de violence : « *Il ne faudra pas se livrer à une chasse aux sorcières. Nous devons éviter les règlements de comptes. Lorsque nous nous trouverons dans un Etat de droit, nous aurons besoin de tout le monde. Il ne faut pas qu'il y ait des frustrations...* »

La vérité des urnes se fait attendre et suscite déjà la polémique

- La Commission électorale fait durer l'attente avant de proclamer le nom du successeur du président Joseph Kabila.
- La Conférence épiscopale fait monter la pression en annonçant qu'elle connaît déjà le nom du vainqueur.
- Et la communauté internationale suit ces développements avec inquiétude.

Les lenteurs et les aléas du comptage manuel des bulletins de vote réalisé dans les centres locaux de compilation de résultats, ont été avancés par la Céni (Commission électorale nationale indépendante) pour retarder une fois de plus la proclamation du triple scrutin réunissant les élections présidentielle, législatives et provinciales. « *Nous disposons de 45 à 48 % des bulletins de vote, mais même si nous avançons, nous n'avons pas encore tout* », a expliqué Corneille Nangaa, le président de la Céni. En principe, les résultats devraient être connus dimanche prochain, sinon avant, et d'ici là la centrale électorale garde le silence sur le secret du vote et exhorte chacun à faire de même. Mais, même verrouillée sur le fond, la communication connaît des fuites et les polémiques se multiplient en raison de la présence de nombreux observateurs nationaux.

C'est ainsi que jeudi après-midi, deux conférences de presse, quasiment simultanées, ont réuni les journalistes à Kinsha-

sa : la mission d'observation de la Synergie des missions d'observation citoyenne des élections (Symocel) et la mission organisée par la conférence épiscopale (Cenco), soit près de 20.000 observateurs issus de la société civile d'un côté et 40.000 de l'autre.

Le ratissage des observateurs

Durant des mois, sur base de financements accordés entre autres par l'Union européenne, ces milliers d'observateurs répartis à travers tout le pays ont été formés, dotés de matériel adéquat, y compris des moyens de transmission performants, et se sont répartis à travers les 80.000 bureaux de vote ouverts dans le pays. Silencieux, vigilants, convaincus de l'importance de leur mission, ils ont siégé sur le banc des témoins durant toute la journée du vote, puis ils ont assisté au dépouillement des bulletins déposés dans les urnes et enfin, ils assistent maintenant à la compilation des résultats et signent les PV.

Privés d'internet et de la possibilité de communiquer leurs informations par SMS, ils recourent à d'autres moyens de communication, le téléphone notamment. La précision des informations et des statistiques communiquées tant par la Cenco que par Symocel ou d'autres instances locales comme l'Observatoire de la parité, ont amené des observateurs étrangers à conclure que les Congolais, non seulement avaient relevé le défi d'organiser eux-mêmes les élections via la Céni mais qu'en face, la société civile avait réussi à veiller au fonctionnement démocratique du scrutin...

Une première polémique a op-

posé la Céni à la Cenco, la première rappelant qu'elle seule avait le pouvoir de communiquer le résultat final du vote. En présentant le rapport de la conférence épiscopale, son secrétaire, l'abbé Nshole, avait exhorté la centrale électorale à respecter la vérité des urnes et, désireux sans doute d'intensifier la pression, avait ajouté que la Cenco connaissait le nom du candidat à la présidentielle ayant obtenu le plus de voix. Déclaration qui amena les réseaux sociaux à extrapoler et à citer, de leur propre initiative, le nom de Martin Fayulu tandis que la télévision nationale congolaise diffusait le visage du candidat en même temps qu'elle dénonçait la désinformation à son sujet, ce qui équivaut presque à « dire » sans avoir dit...

La réaction du président de la Céni Corneille Nangaa n'allait pas tarder : dans une lettre adressée à la conférence épiscopale, il accusait cette dernière d'annoncer des « *tendances* » « *de nature à intoxiquer la population* » et à « *provoquer un soulèvement* » !

Deux jours plus tard, le président de la conférence épiscopale, M^r Marcel Utembi, relançait la balle en direction de la Céni, assurant qu'elle « *porterait la responsabilité* » d'un « *soulèvement de la population* » si elle n'annonçait pas des résultats « *conformes à la vérité des urnes* »

Shadary revendique la victoire

Pour l'instant, la population congolaise attend avec calme et sérénité que son verdict soit publié et que soit communiqué le nom du futur président de la RDC : Emmanuel Shadary Ra-

mazani, le candidat du régime à la succession de Kabila, qui a lui-même revendiqué la victoire dimanche soir, par la voix de son porte-parole Aimé Kilolo, Martin Fayulu, à la tête de la coalition Lamuka ou Félix Tshisekedi, à la tête de la Coalition pour le changement.

Les ambassades étrangères, autant que l'Union africaine ou l'Union européenne, suivent ces reports successifs avec une certaine inquiétude, incitant elles aussi au respect de la volonté de l'électeur. Quant au président Trump, à toutes fins utiles, il a annoncé l'envoi de 80 militaires au Gabon, « en réponse à la possibilité de manifestations violentes ».

Tractations en coulisses ?

Le nouveau délai accordé à la Céni pour révéler le nom du vainqueur de l'élection présidentielle pourrait avoir d'autres motivations que des raisons purement « techniques ». Les observateurs les plus optimistes espèrent que ces quelques jours de délai permettront de faire monter la pression et de multiplier les avertissements adressés à l'« équipe sortante ». Mais d'autres évoquent aussi des tractations en coulisses entre les trois candidats à la présidence, Martin Fayulu, apparemment le plus intraitable, Félix Tshisekedi qui se pose en rassembleur et tient au *Soir* des propos apaisants, et enfin, Emmanuel Shadary Ramazani, qui, curieusement, néglige de se rendre personnellement aux réunions rassemblant les trois candidats et se fait représenter par des hommes de confiance qui parlent en son nom... ■

COLETTE BRAECKMAN

opposition

La main tendue de Félix Tshisekedi

ENTRETIEN

Félix Tshisekedi, à la tête de la Cach (Coalition pour le changement), s'est révélé, aux côtés de Vital Kamerhe son vice-président et directeur de campagne, un homme responsable, non conflictuel. A Limete, voici huit jours, nous l'avions vu exhorter à la patience des électeurs rendus enragés par une panne qui durait depuis le matin. Finalement, c'est Corneille Nangaa lui-même qui vint remplacer la machine défectueuse en fin d'après-midi, permettant aux Kinnois d'émettre leur vote jusqu'au-delà de minuit.

On se souvient que, le premier, alors que Martin Fayulu parlait encore de détruire la « machine à tricher », Tshisekedi s'était déclaré confiant du fait que le Congo irait de toute manière aux élections et il avait accepté le report d'une semaine décidé par la Céni pour des raisons techniques. Cette fois encore, alors que la Céni explique que, dans les centres de compilation, le travail avance mais n'est pas encore terminé et réclame un nouveau délai avant de proclamer le résultat final, le leader de l'UDPS, Union pour la démocratie et le progrès social, se montre serein. Logique aussi : « Ne faisant pas confiance au comptage électronique, nous, dans l'opposition, nous avions exigé un comptage manuel. Or, ce dernier prend bien sûr plus de temps. Il nous faut l'accepter... Il est possible que la Céni, se fiant au verdict

électronique, possède déjà le résultat final, mais elle ne peut l'annoncer puisque le seul résultat qui aura de la valeur est celui qui sera issu du décompte manuel... »

« Ramener la paix »

Ayant longtemps vécu en Belgique, Félix Tshisekedi, durant sa campagne électorale, s'est rendu à l'intérieur du pays, dans le Congo profond, et en particulier dans les provinces de l'est, fief de son colistier Vital Kamerhe. Il en est revenu bouleversé par l'accueil chaleureux qui lui a été réservé, par l'espoir de changement, mais pas seulement : « Là-bas, les conditions de vie sont terribles. Les gens vivent dans une insécurité, une incertitude totale, leur vie est une loterie. Ma priorité, pour ces régions de l'est mais aussi pour le Kasai, c'est de ramener la paix. Moi-même, alors que je voulais me rendre à Butembo par la route, j'ai dû y renoncer car c'était trop dangereux. On m'a fait comprendre que tout pouvait arriver... Cette situation est d'autant plus scandaleuse que le sous-sol de ces régions est incroyablement riche. Revenant de là, je me suis juré de tout faire pour ramener la paix, pour réconcilier le Congo, le mettre vraiment sur la voie du développement. »

Pour Félix Tshisekedi, dont le père, Etienne, était le premier juriste formé après l'indépendance, « Il est urgent de rétablir un Etat de droit, de réhabiliter l'administration. Dans ces régions où je suis allé, j'ai constaté que l'Etat n'existait plus. La première chose à faire, c'est d'organiser un recensement, afin d'identifier la population de manière exacte, son nombre, ses besoins... Il est urgent aussi de combattre ce que nous appelons les "anti-valeurs", d'éradiquer la corruption, de lutter contre l'impunité. Je veux que le Congo redevienne un Etat de droit, dont le premier

citoyen, le chef de l'Etat, sera au service de tout le monde... Il faut aussi redistribuer autrement les richesses, miser sur l'éducation : l'enseignement doit être obligatoire, et gratuit aussi, pour tout le monde. On parle beaucoup des ressources minières de mon pays. En premier lieu, je veux que leur exploitation se fasse dans la transparence, la clarté. Sans vouloir remettre en cause les contrats miniers, je veux qu'ils soient établis dans la transparence, sur le principe du "win-win", gagnant-gagnant ». Et d'insister : « Finis les contrats opaques : il faudra que chacun puisse rendre des comptes, à tous les niveaux. Cependant, j'insiste aussi sur le fait que l'on ne peut pas tout attendre des mines : la véritable richesse du Congo, c'est l'agriculture. Alors que nous possédons 80 millions de terres cultivables, les gens ont faim, c'est un véritable scandale. C'est aussi l'agriculture qui donnera des emplois... »

« Un satisfecit »

A nouveau, Félix Tshisekedi parle d'apaisement : « Pour ce qui concerne la gestion du pays, je veux ramener la confiance. Et dans l'immédiat, à quelques jours de la proclamation des résultats, je lance un appel au calme. Il faut attendre que les résultats remontent des provinces, des régions reculées. De toute manière, je rappelle que le résultat qui sera annoncé par la Ceni ne sera jamais que provisoire, qu'ensuite s'ouvrira le temps des recours, avant la proclamation des résultats définitifs. Tout ce processus exigera de la patience. Je n'approuve pas le fait qu'au départ des observations de la Cenco (la Conférence des évêques catholiques, NDLR), qui a participé au monitoring des élections, la coalition Lamuka ait déjà inondé les réseaux sociaux. La Cenco a peut-être fait une erreur dans sa communica-

tion, Lamuka en a profité et cela pousse les gens aux extrêmes... Moi, je dis simplement qu'il faut attendre la fin du travail de compilation, et sur la base des informations que, nous, nous possédons, je suis confiant. »

Ayant été l'un des premiers à accepter l'usage de la machine à voter, Félix Tshisekedi, huit jours après le vote, ne retire pas sa confiance à Corneille Nangaa, le président de la Ceni : « Certes, il y a eu des incidents, des temps d'attente, mais globalement, cela s'est bien passé. Mon verdict, c'est un satisfecit... Et la machine, tant décriée, a finalement fait ses preuves. Je crois même qu'à l'avenir, on pourra maintenir ce système... »

Ni désordre ni violences

Félix Tshisekedi écarte toute perspective de désordre sinon de violences lorsque les résultats seront proclamés : « Il ne faudra pas se livrer à une chasse aux sorcières. Nous devons éviter les règlements de comptes. Lorsque nous nous trouverons dans un Etat de droit, nous aurons besoin de tout le monde. Il ne faut pas qu'il y ait des frustrations... Vous savez, les dissensions entre Congolais ne sont pas insurmontables. Il faudra pardonner, tirer un trait sur le passé. Le nouveau leader du pays devra rassembler tout le monde et construire le Congo de demain. Il est temps de rendre espoir à une jeunesse qui doit être encadrée, bénéficier des richesses de son pays... »

Le fils de l'ancien leader charismatique de l'opposition ne part pas de rien : « Mon parti est l'un des plus anciens, il dispose de nombreux cadres et militants. Mais pour développer le Congo, il n'existe pas de potion magique : il faut travailler. C'est pour cela aussi que je compte sur le retour de nombreux compatriotes qui vivent à l'étranger, la diaspora va nous aider à changer de mentalité... » ■

COLETTE BRAECKMAN

Dans les pas de son père

Fils de l'ancien leader de l'opposition et fondateur de l'UDPS - Union pour la démocratie et le progrès social - Etienne Tshisekedi, Félix Tshisekedi, aujourd'hui âgé de 55 ans, milite très jeune dans les rangs du parti. Elu député de Mbuji-Mayi en 2011, il est porté à la présidence de l'UDPS en mars dernier. Dans la foulée, il est investi par ses partisans pour mener la bataille présidentielle et s'allie, à l'ouverture de la campagne, à Vital Kamerhe.

CANDIDATURE UNIQUE

« A Genève, je me suis senti trahi »

Le président de l'UDPS n'a pas oublié l'incident de Genève, en décembre dernier, lorsqu'à l'issue d'un vote qui devait désigner le futur « candidat unique » de l'opposition, le nom de Martin Fayulu apparut, à la surprise générale : « Je ne veux pas m'étendre sur ce qui s'est vraiment passé, le moment n'est pas encore venu. Si je n'ai pas gardé de rancœur, j'éprouve cependant de l'amertume. Je me suis senti trahi. Je

pèse le mot : il y a eu dol. Dol, cela veut dire tromperie sur la marchandise. Il y avait eu des imperfections dans la procédure, et elles étaient voulues. Lorsque je m'en suis rendu compte, le mal était fait. Vital Kamerhe partageait mon sentiment et au pays, ma base, mon parti, n'était pas d'accord. J'ai donc refusé de poursuivre, à la suite de quoi j'ai été victime d'un véritable lynchage médiatique. Tout cela m'avait beaucoup affecté. Après Genève, j'avais le moral très bas, j'avais perdu confiance... » Après avoir refusé la désignation de Martin Fayulu comme candidat unique de l'opposition,

Félix Tshisekedi décida de tenter sa chance séparément aux côtés de Vital Kamerhe et nous fûmes témoins de l'accueil qui lui fut réservé à son retour à Kinshasa : un million de personnes bloquait la route de l'aéroport ! « Cela m'a vraiment touché, remonté le moral. Par la suite, tout le monde, en voyant les images de ma campagne diffusées en direct a pu voir combien j'étais populaire à travers tout le pays... »

Tshisekedi refuse de se prononcer sur ses relations futures avec Fayulu : « Attendons d'abord que le bateau des élections, piloté par la

Céni, arrive au port. J'espère que c'est la démocratie qui gagnera et dans ce cas, j'aurai la main tendue. Il n'y aura pas de revanche... » Même équité à l'égard du président sortant Joseph Kabila : « Il est évident qu'il pourra vivre tranquillement dans son pays, vaquer à ses occupations, il n'a rien à craindre. Un jour, nous devons même songer à lui rendre hommage pour avoir accepté de se retirer. Pourquoi, compte tenu de son expérience, ne pas lui confier des tâches diplomatiques spéciales, faire de lui un ambassadeur extraordinaire du Congo ? »

C. B.